

après la cantonale partielle de Bernay-Ouest

un bon score des candidats soutenus par le front de gauche, mais beaucoup d'abstentionnistes, la droite passe de justesse au 2^e tour

Le Parti Communiste Français se félicite du bon score chemin des urnes. C'est ce à quoi s'emploie le Parti de Pascal Didsch, candidat soutenu par le Front de Gauche au 1^{er} tour, dimanche 6 décembre, dans un Communiste avec le Front de Gauche. Au second tour, dimanche 13 décembre, le PCF avait appelé sans ambiguïté à mettre en échec le candidat de canton réputé à droite, les 12,17 % d'électeurs qui ont la majorité sarkoziste UMP-Nouveau Centre qui porté leurs voix sur sa candidature et celle de sa colistière communiste Corinne Morin ont voulu montrer enfonce notre pays dans la crise et remet en cause nos leur volonté d'une réelle alternative politique à gauche. acquis sociaux, nos services publics et nos collectivités Néanmoins, encore une fois l'abstention a été forte avec locales, en appelant à voter pour le candidat socialiste près de 69 % d'électeurs qui ne se sont pas déplacés. F. Delamare, seul en position de se présenter. Le Même si les élections partielles mobilisent résultat a été serré, comme le montrent les résultats ci traditionnellement peu, le contexte politique et -dessous, avec une participation en légère hausse (+ économique nécessite au contraire une plus grande 2 %) qui semble-t-il a profité d'une manière égale à mobilisation des citoyens. Il est urgent de travailler à chaque candidat, F. Delamare bénéficiant du report des cette offre politique afin que les citoyens retrouvent le voix de P. Didsch avec un solde positif de 83 voix.

Premier tour 6 décembre 2009

Inscrits 6 637 - Votants 2 130 - Exprimés 2 071

Pascal DIDSCH soutenu par le Front de Gauche	252 voix	12,17 %
Frédéric DELAMARE Parti Socialiste	701 voix	33,85 %
Philippe RAVIART Div. droite	63 voix	3,04 %
Jean-Hugues BONAMY UMP-LC	1 055 voix	50,94 %

Deuxième tour 13 décembre 2009

Inscrits 6 637 - Votants 2 130 - Exprimés 2 071

Frédéric DELAMARE	1 036 voix	47,0 %
Jean-Hugues BONAMY	1 169 voix	53,0 %

Soutien aux salariés de chez Bosch

Bosch, équipementier automobile, envisage la fermeture de son site aux Damps et le licenciement de ses 70 salariés. Les salariés demandent l'intervention des pouvoirs publics

Contrairement à ce que l'on peut entendre ici ou là, le rapport de l'expert comptable nommé par le CE, confirme la très bonne santé financière du groupe.

En effet, sa structure économique est saine et dispose de liquidité abondante, à tel point qu'au 31 décembre 2008, Bosch présentait :

- 42 millions d'euros de dette pour 400 millions d'euros de capitaux propres.
- 63 millions d'euros de résultat avant impôts.
- 5 millions d'euros de profits d'impôts.
- En 2008, le résultat d'exploitation était de 20 millions d'euros et le résultat net de 68 millions d'euros.

Cerise sur le gâteau : Bosch vient de verser à ses actionnaires 110 millions de dividendes en 2 ans. (...)

La fermeture de l'entreprise n'est pas la solution !

A quoi serviraient donc les millions d'euros de fonds publics donnés par l'Etat à Renault ? A quoi servirait l'effort financier de la Région pour aider à de nouvelles productions sur nos sites, si dans le même temps, la stratégie des constructeurs est laissée libre d'externalisation (...) ?

C'est inadmissible, il faut obliger Renault, dont l'Etat est actionnaire, à passer commande aux équipementiers les plus proches de leur centre de production.

C'est avant tout un bon sens économique et écologique.

De plus, pourquoi ne pas rechercher un repreneur et exiger que Bosch lui donne 3 années de sous-traitance, le temps nécessaire à ce que celui-ci trouve de nouveaux marchés.

souscription pour le PCF : c'est le moment !

Traditionnellement les souscripteurs du PCF se mobilisent en fin d'année, une manière en quelque sorte de faire des étrennes au parti politique qui porte fièrement les valeurs de la gauche, d'une gauche combative face à la droite arrogante de MM. Sarkozy et Consorts. Nous les remercions d'avance du geste qu'elles et ils ne manqueront pas de faire cette année encore, étant entendu que sans leur aide financière le PCF ne pourrait pas développer ses idées, ses propositions, organiser des débats, éditer des tracts, affiches ...

En ces moments de préparation et d'engagement dans la campagne des régionales cette aide sera précieuse, et, avec un peu d'avance, bonne année 2010 à toutes et à tous.

Didier COURBOT, trésorier départemental du PCF

Je verse €

NOM Prénom

Adresse.....

chèque à l'ordre de ADF-PCF, à envoyer à Fédération PCF27 - BP 855 - 27008 Evreux Cedex
(déduction fiscale de 66 %, un reçu vous sera adressé)

REGARDS SUR L'EURE hebdomadaire édité par la Fédération de l'Eure du PCF - commission paritaire n° 1009 P 11340
Directeur de publication R. Clouet BP 855 27008 Evreux Cedex - Tél. 02.32.39.46.82 - FAX 02.32.31.61.88 - www.pcf27@wanadoo.fr



MARX
ET
ÇA
REPART

Bonne année
2010

REGARDS SUR L'EURE

N° 1393 du 16.12 au 29.12 .09 - 0 € 30

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

LE FRONT DE GAUCHE EN HAUTE-NORMANDIE

un appel au rassemblement pour donner un nouveau souffle à notre région

Les partenaires du Front de Gauche en Haute-Normandie (Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Gauche Unitaire, République et Socialisme) se sont réunis jeudi 10 décembre au siège de la fédération de Seine-Maritime du PCF.

Ils sont convenus d'un calendrier de travail commun (comité de liaison permanent et mise en place de commissions de travail) pour :

- préciser au plan régional leur futur programme pour battre la droite et rassembler une majorité de gauche autour d'un projet alternatif, en rupture avec la logique du système libéral et capitaliste en crise aujourd'hui,
- constituer des listes unitaires et représentatives, pour l'Eure et la Seine Maritime, de leur volonté de proposer de véritables changements,
- d'organiser des actions communes dans le cadre de la campagne des régionales pour laquelle ils veulent rassembler dès le 1^{er} tour les électeurs et les abstentionnistes afin de changer les rapports de force à gauche.

Le Front de Gauche lance un appel au rassemblement aux autres organisations et à toutes les personnalités engagées dans le mouvement social, associatif, syndical et culturel qui se retrouvent dans ses aspirations, pour développer les initiatives de résistance à la politique de la droite et faire des régions des points d'appui pour un changement profond.

Ainsi les forces de la gauche combative seront plus fortes et influentes pour agir ensemble, en faveur d'une politique de transformation sociale au service de nos concitoyens, capable d'incarner concrètement une alternative à la logique du système capitaliste, du libéralisme et des modèles productivistes. Devant les dangers et les défis de la situation politique et sociale actuelle, l'enjeu est bien de construire, tous ensemble, une autre gauche, une vraie gauche de gauche. Et d'apporter un nouveau souffle en Haute-Normandie pour que notre région devienne un lieu d'initiative pour dessiner des axes alternatifs apportant de véritables solutions à la crise.



Un transport collectif est prévu. Dès maintenant, retenez cette date et inscrivez-vous auprès de pcf27@wanadoo.fr ou au 02 32 39 46 82 en indiquant vos coordonnées

Après les manifestations de Copenhague **poursuivre la lutte pour de vraies solutions durables**



12 décembre à Copenhague, une manifestation qui fera date, plus de 50 000 personnes. Copenhague 2009 marque l'arrivée massive des mouvements sociaux dans la bataille climatique. C'est décisif. Il y aura un avant et un après Copenhague 2009.

Il reste cette 2e semaine de négociations et de pressions citoyennes pour obtenir un accord contraignant, juste, à la hauteur des enjeux et sans fausse solution...

Le nombre d'appels en direction des chefs de gouvernements, de débats publics, d'initiatives de sensibilisation, de vœux d'élus dans les collectivités territoriales se multiplie, continuons !

Rappel des propositions du PCF :

- il faut **remettre en cause le capitalisme** qui impose des fonctionnements économiques néfastes pour l'environnement. Les communistes souhaitent que les ressources naturelles soient considérées comme biens communs de l'humanité et non comme marchandises et sources de profits.

- **l'urgence est au développement de toutes les énergies non productrices de gaz à effets de serre.** Pour autant, le droit à l'énergie doit être garanti à tous. A court-moyen terme le nucléaire est incontournable. Le PCF se prononce pour un vaste plan de développement des énergies renouvelables. La recherche fondamentale et appliquée doit prendre un nouvel essor car ces

l'histoire au lycée ou la chasse à l'esprit critique

Dans quel cerveau a germé l'idée de supprimer une année d'enseignement de l'histoire et, dans le même mouvement, de la géographie, du cursus scolaire ?

Était-ce dans une préfecture où quelques notables de droite sont invités à discourir sur « l'identité nationale » ? Il semble que, dans ces réunions, ces beaux esprits philosophent, prennent de la hauteur, dans le style de ce député UMP exprimant ces interrogations métaphysiques dans un style ô combien relevé : « Ils vont nous envahir si on ne réagit pas. » Peut-être s'est-il trouvé un autre théoricien pour s'interroger gravement sur la contradiction entre la vision de l'immigration qui serait facteur de troubles dans la société telle que le posait une note préparatoire à ces débats et quelques pages d'Histoire qui rappellent le rôle des immigrés dans le développement du pays et la liberté... « Ces étrangers et nos frères pourtant » célébrés par Aragon.

Il n'est pas exagéré de voir dans cette mesure, annoncée par Luc Chatel, un nouvel épisode, un impromptu de cette bataille idéologique visant à discréditer la pensée. La même note évoquait ces intellectuels rétifs à jouer le rôle que le pouvoir attend d'eux. Bien au contraire, la réplique des historiens, de Jacques Le Goff à Benjamin Stora, d'André Kaspi à Jean-Pierre Azéma, et de très nombreux autres chercheurs, à la suppression de l'histoire-géographie en terminale S est un camouflet pour les tenants du sarkozysme. Chacun a les soutiens qu'il mérite ; Luc Chatel et Nicolas Sarkozy sont assurés de celui d'hommes et de femmes conscience de notre temps : Frédéric Lefebvre et Nadine Morano, selon toutes probabilités.

sources d'énergies sont complémentaires. La production d'électricité doit être développée et organisée dans le secteur public qui assurera une véritable sûreté et transparence avec de nouveaux droits de regards et d'intervention des salariés, des citoyens et des élus. Cela s'accompagne de moyens pour l'émergence d'une 4ème génération de centrales nucléaires, plus sûres, plus économes et moins productrices de déchets.

- il est impératif de **stopper les directives européennes de libéralisation** qui visent à soumettre l'énergie aux exigences des marchés financiers. Une mobilisation financière conséquente est indispensable pour développer les transports en commun de service public et les transports propres (rail, fluvial), l'isolation des bâtiments, la voiture de l'après pétrole... Le PCF refuse tout nouvel impôt qui, telle la taxe carbone, viserait de façon injuste, inefficace et inégalitaire les ménages. Il suffirait d'imposer les super-profits des groupes pétroliers comme Total, la spéculation financière et de réduire les dépenses nucléaires militaires.

- **à l'échelle du monde, un nouveau mode économique et financier est nécessaire** pour accompagner les pays les plus pauvres dans une démarche de coopération et de développement. A cette fin, les communistes proposent la création d'une Agence Mondiale de l'Environnement qui rendrait cohérent le développement durable de la planète en matière sociale et environnementale.

Il y a urgence à ce que chacune et chacun s'empare de ces enjeux. Les communistes sont disponibles pour ouvrir des espaces publics de débat, de confrontation, de rassemblement et de luttes, dans le respect des opinions des uns et des autres.

Une question encore : Max Gallo, qui s'y entend si bien pour défendre le culte sarkozyste auquel il s'est converti, osera-t-il soutenir que l'on enseigne trop l'histoire en France, et que les élèves des sections scientifiques en auraient moins besoin que leurs camarades des sections littéraires ?

Il est tentant, dans les milieux de droite et dans les officines du Medef, de vilipender un enseignement qui fait la part belle à la liberté de jugement, à la pensée critique. Tout cela est bien étranger aux règles du management de nos entreprises soumises aux pressions actionnariales.

La philosophie comme l'histoire bénéficient jusqu'à maintenant d'une place plus importante que dans d'autres pays. Trouve-t-on intéressant la situation qui a prévalu longtemps en Allemagne, où des générations d'élèves n'ont rien appris sur le nazisme au motif que le programmes d'histoire prévoyait l'étude de cette période une seule fois, à la fin de la scolarité et à la fin de l'année ? Tout retard dans le programme entraînait le IIIe Reich dans l'oubli.

Quant à Nicolas Sarkozy, il sera bien en peine d'expliquer comment il concilie l'hommage à Guy Môquet et une marginalisation de l'enseignement de l'histoire réduite en terminale S au statut d'option, c'est-à-dire en voie de disparition. L'histoire et la géographie sont aussi des victimes des suppressions de postes (16 000 enseignants en une année), tout comme la liquidation des IUFM solde le mépris de la pédagogie.

Le monde du savoir mais, au-delà, tous les citoyens doivent mesurer la gravité des attaques. C'est la bataille de

les élus communistes de la région avec les salariés de chez MREAL à Alizay



Je viens d'apprendre que la direction de l'entreprise MREAL avait lancé une procédure de plan dit social dans son usine d'Alizay

Pour avoir participé au travail du collectif de maintien et de développement de ce site animé par Gaétan LEVITRE, conseiller général et maire d'Alizay

avec les organisations syndicales, avoir pris connaissance et soutenu leurs propositions concrètes pour le redémarrage urgent de la production de pâte à papier, après les avoir soutenus devant le commissaire dit de la réindustrialisation et le Secrétaire Général des Affaires Régionales en Préfecture de région, puis devant le sous-préfet des Andelys, cette annonce est une véritable provocation pour les salarié-e-s d'abord et un affront pour toutes celles et tous ceux qui, dans cette région de l'Eure déjà terriblement touchée par le chômage, croient encore aux vertus républicaines de la concertation.

Personne ne peut que croire que ces gens-là, hautement responsables pour le compte du gouvernement, n'étaient pas déjà au courant lors de ces rencontres du plan destructeur d'emplois concocté par la direction du groupe MREAL. Les salarié-e-s et leurs organisations syndicales, les populations du secteur qui s'engagent aujourd'hui même dans

l'action contre ce plan qui, de fait, condamne à terme le site de production d'Alizay, peuvent compter sur mon soutien. Je l'ai fait publiquement, dans l'hémicycle du conseil régional réuni ce lundi 7 décembre en séance plénière, en soutenant les propositions du collectif et en appelant le conseil régional à prendre les mesures adéquates pour soutenir la filière bois dans son ensemble.

De même ils peuvent compter sur le soutien actif des communistes, des élu-e-s communistes et républicains de notre région, notamment leurs deux députés, leur sénateur et leur député européen qui ne manqueront d'interpeller, à ma demande, une nouvelle fois le gouvernement sur cette question.

Si le gouvernement, ses représentants tel M. Bruno Le Maire persistent dans leur attitude d'accompagnement des plans de casses d'emplois industriels, comme chez MREAL à Alizay, alors il faut qu'ils en assument les conséquences à un moment où ils prétendent annoncer (en février par la voix de leur maître Sarkozy) un plan dit de "réindustrialisation" ! Après la provocation, l'affront, s'ajouterait ainsi l'humiliation, ensemble il est temps de dire à ces gens-là : ça suffit !

Oui, ensemble nous avons les moyens de ne pas les laisser faire et d'affirmer, dans la rue comme dans les urnes, que cette région Haute-Normandie a un avenir industriel, une industrie respectueuse de son environnement, et dans le cas précis d'une exploitation intelligente de nos forêts, une région où les femmes et les hommes qui produisent les richesses doivent être respectés.

Christian JUTEL,

états généraux de l'industrie à la mode Sarkozy - Le Maire ensemble, imposons d'autres choix économiques

À quoi serviront les états généraux de l'industrie annoncés par Nicolas Sarkozy ? comme par hasard en février 2010 ? Si la manière dont l'État a traité le dossier MREAL préfigure ce (qu'ils) peuvent être, il y a de quoi s'inquiéter mais surtout dès maintenant de s'engager dans la lutte pour la défense et le développement des emplois industriels, sinon le désert s'étendra avec son cortège de familles plongées dans les difficultés sans fin. En France, on chiffre à 300 000 le nombre d'emplois menacés à brève échéance dans le secteur industriel. La ministre de l'Économie annonçait récemment que « le cap de la politique économique, conforté par la fin de la récession intervenue au printemps, sera maintenu » mais que « le chômage devrait augmenter pendant encore quelques trimestres ».

Précisément, tout est là. L'un des ressorts de la formidable crise de système actuelle est le pillage des ressources du travail par les actionnaires, les fonds de pension et autres fonds d'investissement, avec leurs exigences de rendement à deux chiffres allant enfler la bulle spéculative des marchés financiers. Tout l'effort d'État depuis l'automne a visé à rétablir, à coups de centaines de milliards d'euros, leur rentabilité. Du côté des donneurs d'ordres, la priorité est au cash, pas à l'investissement productif et salarial, donc toujours à l'étranglement de leurs sous

-traitants. La France pourra-t-elle sortir de la crise sans des pans entiers de son industrie ? Son industrie pourra-t-elle être facteur de croissance sans investissement dans l'emploi, les salaires et la formation ? L'argent doit-il être réorienté prioritairement dans cette direction ? Le chef de l'État et sa majorité de droite préparent un allègement sans précédent de la taxe professionnelle au détriment des citoyens et des collectivités locales. Ils persistent dans des solutions conformes à l'intérêt de ceux qu'ils défendent mais contraires à celui du pays.

Face à pareil désastre de société, la colère est de mise. Une course de vitesse est engagée pour rendre populaires l'exigence d'autres choix économiques et sociaux. Certains préfèrent jouer à la division, traitant les salariés de « traîne-savates » lorsqu'ils défilent dans l'unité syndicale, les saluant lorsqu'ils croient y voir une « base » dressée contre leurs confédérations, en avant-garde d'une grève générale dont chacun sait qu'il suffit de la siffler pour qu'elle advienne. D'autres défendent l'exigence d'une loi contre les licenciements boursiers ou le contrôle des fonds publics, respectant les ouvriers dans leur organisation, le choix de leurs combats et des formes de celui-ci.

Pour gagner une autre politique industrielle aussi, il y a besoin d'unité, c'est le choix des communistes.